

Pourquoi la potion qui assure à l'Allemagne ses excédents commerciaux records n'a rien de magique mais beaucoup d'amers ingrédients



En jouant notamment sur l'investissement et l'épargne, l'Allemagne a su rendre sa balance commerciale excédentaire, contribuant par la même occasion à accroître les inégalités (entre autres).

Avec Nicolas
Goetzmann

Au début de ce mois de décembre, les [douanes](#) publiaient l'état de la balance commerciale française pour les douze derniers mois; et comme cela est le cas depuis plus de dix ans, celle-ci s'annonce déficitaire pour l'année 2016. Car pour le moment, **"le déficit cumulé des douze derniers mois atteint -49,8 milliards d'euros, contre -45,4 milliards pour l'année 2015."** Et en règle générale, lorsqu'un déficit commercial est perçu négativement, cela est souvent le signe d'une économie peu vertueuse. Dès lors, face à une telle situation, reste à savoir quelles sont les actions à entreprendre pour permettre l'émergence d'un excédent. Mais loin des idées reçues sur la notion de "compétitivité", le rétablissement du commerce extérieur dépend de bien d'autres éléments.

En toute logique, la notion d'excédent commercial résulte de l'état des exportations et de celui des importations. **Lorsque les exportations sont supérieures aux importations, la différence est enregistrée comme un excédent commercial, et inversement.** Mais il est également possible de voir les choses sous un autre angle. **Car la balance commerciale représente également la différence entre l'épargne d'un pays et son niveau d'investissement.** Il s'agit simplement d'une identité comptable. Une réalité qui peut être illustrée sans contestation par un livre de base de macroéconomie: *"Cette condition affirme qu'à l'équilibre, la balance commerciale doit être égale à l'épargne privée et publique moins l'investissement. Il en découle qu'un surplus commercial doit correspondre à un excès de l'épargne par rapport à l'investissement ; un déficit commercial doit correspondre à un excès de l'investissement sur l'épargne"*. (Macroéconomie 3^e édition, Blanchard /Cohen, Pearsons).

Or, si un gouvernement n'a pas réellement la main pour doper ses exportations -puisqu'il ne maîtrise pas la croissance des autres pays susceptibles de lui acheter ses produits- il peut très bien orienter sa balance commerciale en usant des outils que sont l'épargne et l'investissement. Et c'est d'ailleurs comme cela que ça se passe.

En effet, **si un pays parvient à faire progresser l'épargne nationale tout en réduisant son niveau d'investissement, il aura toutes les chances d'obtenir une balance commerciale excédentaire.** Et il existe de très bons moyens pour en arriver là. Ainsi, et par exemple, **un gouvernement peut faire ce qu'il faut pour mettre une grosse pression à la baisse sur les salaires; il peut tout aussi bien soutenir l'accroissement des inégalités, mais il peut encore réduire ses investissements publics, comme les infrastructures.** Voici pourquoi.

La pression à la baisse sur les salaires permet de faire d'une pierre deux coups. Dans un tel cas, les ménages voient leur part de revenus diminuer dans le PIB, ce qui provoque une régression relative de la consommation. Le deuxième effet d'une telle mesure est que l'argent qui n'a pas été encaissé par les salariés va permettre d'améliorer les marges des entreprises. En effet, les nouvelles

marges constituées risquent bien de ne pas être utilisées pour générer plus d'investissements dans le pays. Parce que les entreprises aiment investir dans des économies où la consommation progresse, et si celle-ci est contrainte par des salaires qui stagnent, l'intérêt disparaît alors. Les marges réalisées deviennent donc de l'épargne. Elles peuvent être versées sous forme de dividendes, le plus souvent à des populations aisées ayant une moins forte propension à consommer, et une plus forte propension à épargner. Le résultat final de l'opération est de voir la production continuer à augmenter, la population du pays se trouvant alors incapable de consommer ce surplus de production. Le déséquilibre commence à apparaître.

Puis, un gouvernement peut également choisir de faire baisser son niveau d'investissement. Il y sera déjà parvenu en bridant la consommation, car cette atonie aura pour effet de désinciter les entreprises à investir. Mais le gouvernement peut également choisir de couper son niveau d'investissement public, notamment sur les infrastructures du pays. **Cela est franchement une mauvaise idée parce que les infrastructures permettent de soutenir l'investissement privé et le potentiel de développement du pays;** mais puisque l'objectif est d'obtenir une balance commerciale excédentaire...rien n'est trop beau pour y parvenir.

Une fois les salaires verrouillés, les marges des entreprises gonflées, les inégalités subventionnées, l'investissement public anéanti, le miracle commence à se produire. L'épargne nationale augmente, l'investissement diminue, et l'excédent commence à apparaître. Évidemment, ce magnifique processus n'est pas très romantique en comparaison d'une supposée bataille basée sur le concept "sympa" de la compétitivité. Mais bon, il faut savoir ce qu'on veut.

D'ailleurs, pour illustrer cette fameuse recette, et pour savoir si elle est efficace, il suffit de regarder le résultat. Parce que **le modèle décrit, c'est le fameux modèle allemand.** Non pas pour dire que les produits allemands ne sont pas de bonne qualité et qu'ils ne mériteraient pas d'être exportés, mais simplement pour expliquer que d'autres pays font de très bons produits, les vendent très bien à l'étranger, et ce, sans afficher un excédent commercial faramineux qui déséquilibre le commerce mondial. Ce qui signifie bien que quelque chose d'autre est à l'œuvre: épargne, investissement.

Il suffit déjà de vérifier si l'Allemagne coche bien toutes les cases évoquées. Quelle a été l'évolution de l'investissement en Allemagne au cours de ces dernières années ?

□

C'est très bien ! La part de l'investissement a baissé de 4.23 points dans le PIB entre 1999 et 2015.

L'épargne a-t-elle augmenté ?

Épargne nationale sur PIB. Allemagne. 1999-2015. En %. Source Destatis

□

Bravo ! La part de l'épargne a progressé de 2.62% points dans le PIB sur la même période.

Ainsi, avec une hausse de l'épargne et une baisse de la consommation, on peut légitimement penser que la hausse des inégalités a eu lieu. Une question à laquelle répond l'Institut [DIW](#) de Berlin :

"Les revenus réels disponibles des ménages allemands ont augmenté de 5% depuis l'an 2005, en moyenne. Mais dans le même temps, l'écart entre riches et pauvres s'est accru. Les revenus réels du décile supérieur de la distribution des revenus a augmenté de plus de 15% entre 2000 et 2012, alors que les revenus du milieu de la distribution ont stagné et, pour les 40% les plus bas, les revenus ont baissé en termes réels."

Tout est donc parfait.

Ainsi, au total, entre la hausse de l'épargne nationale (grâce aux nouvelles marges des entreprises) et à la baisse de l'investissement (désincitation des entreprises et baisse de l'investissement public), l'écart entre épargne et investissement a progressé au total de 4.23+2.62, soit 6.85 points de PIB. Reste à savoir si cela correspond bien à l'évolution de la balance commerciale (pour vérifier quand même).

Balance commerciale allemande. En % de PIB. 1999-2015. Destatis.

□

Alors que l'excédent représentait 0.71% du PIB en 1999, celui-ci s'affiche à 7.57% en 2015, soit une différence de 6.86%. Une identité comptable en somme.

L'Allemagne fait de très bons produits et est une véritable machine à exportations, c'est une évidence. **Les entreprises allemandes sont en effet très performantes. Mais ce n'est pas la véritable cause de la taille historique des excédents générés au cours de ces dernières années.** C'est en comprimant sa consommation vers le bas, en forçant son épargne vers des sommets, en favorisant la montée des inégalités, et en réduisant ses investissements que l'Allemagne est parvenue à générer son excédent. De quoi faire rêver.

Mais la France peut le faire ! **Le quinquennat de François Hollande a commencé à agir en sacrifiant l'investissant public; il a débuté le mouvement.** Il faudrait maintenant mettre une grosse pression à la baisse sur les salaires, et la France pourra alors arborer fièrement un excédent commercial.

Mais il y a un autre moyen de combler ce déficit. En 2015, la différence entre exports et imports, en France et à prix courants, était de 30 milliards d'euros, soit 1.38% du PIB. Le rapport commercial avec l'Allemagne représente à lui seul un déficit de près de [36 milliards d'euros](#). **Si l'Allemagne équilibrait toute seule son économie, en distribuant les fruits de ses exportations à sa population, la balance commerciale française serait considérablement améliorée.**

Mais quelles seraient les conséquences pour l'Allemagne ? De meilleurs salaires, une incitation à investir plus largement pour les

entreprises, une reprise des investissements publics ciblés sur des infrastructures en piteux état, bref, une normalisation d'une situation de large déséquilibre entamée il y a plus de vingt ans. La hausse de la consommation et de l'investissement permettront au pays d'absorber son excédent en interne, desserrant ainsi l'étouffement qui écrase la zone euro, mais également les Etats-Unis et le Royaume-Uni. C'est à se demander où est le problème.